

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 17/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



CEPL SAS (ID LOGISTICS)

ROUTE DE THENNES
80110 MOREUIL

Références : 2023-E10002

Code AIOT : 0005104032

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2023 dans l'établissement CEPL SAS (ID LOGISTICS) implanté La Ferme de Iespinoye Zone industrielle 80110 MOREUIL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEPL SAS (ID LOGISTICS)
- La Ferme de Iespinoye Zone industrielle 80110 MOREUIL
- Code AIOT : 0005104032
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

CEPL exploite une plateforme logisitque sur le territoire de la commune de Moreuil, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 septembre 2003.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- détection incendie
- défense contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 12/07/2022, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 12/07/2022, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des prescriptions sont respectées. Il est proposé d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 juillet 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société CEPL exploitant une plateforme logistique sise La ferme de Lespinoye, zone industrielle sur la commune de MOREUIL est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 12 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en transmettant sous 1 mois les justificatifs de levée de la réserve mentionnée dans le dernier rapport de vérification du système de détection incendie.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, le PV de réception du remplacement de la batterie en date du 04/04/22 a été visualisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CEPL exploitant une plateforme logistique sise La ferme de Lespinoye, zone industrielle sur la commune de MOREUIL est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en : <ul style="list-style-type: none">- Transmettant un bon de commande de réparation de la bâche du bassin incendie, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté,- Réalisant les travaux de réparation du bassin incendie, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les justificatifs de réception des travaux seront envoyés à l'inspection des installations classées dès réception.
Constats : Lors de l'inspection , l'exploitant a présenté le PV de réception de la réparation de la bâche, en date du 08/04/22. Le bassin a été visualisé lors de l'inspection, le niveau d'eau était correct.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet